

Une conférence nationale pour accroître l'efficacité de l'intervention CGT

L'UGFF-CGT a réuni sa Conférence nationale les 11 et 12 décembre 2007. Elle a traité de deux questions :

Quel outil syndical CGT aujourd'hui dans la Fonction publique d'Etat et dans la Fonction publique ?

Quel regard porter sur la division syndicale dans la Fonction publique d'Etat, quelles initiatives éventuelles à prendre ?

Ce premier et bref compte rendu des travaux de la Conférence nationale portera sur le premier point, le second échange ayant surtout permis une première sensibilisation sur les questions de « l'émiettement syndical », préparant d'autres débats à venir plus approfondis.

Le sens d'une réflexion sur l'outil syndical

Tout outil syndical, quel qu'il soit, existe pour répondre à un ensemble de besoins revendicatifs exprimés par les personnels. Les outils solidaires dont les syndiqués CGT se sont dotés, au fil de l'histoire, dans la Fonction publique d'Etat, et dont fait partie l'UGFF-CGT, se doivent de porter régulièrement un regard précis sur la façon dont ils sont adaptés aux besoins des personnels.

La forme de la Conférence nationale, qui n'a pas de rôle décisionnel, était la plus adaptée pour engager le débat. Constituée de la commission exécutive et la commission financière de contrôle de l'UGFF, des représentants mandatés des composantes de notre organisation, elle a permis de croiser les approches.

L'objectif assigné aux discussions était de permettre un échange sans tabou ni *a priori*, et sans obligation de déboucher sur des formulations d'orientation, puisqu'il ne s'agissait pas d'un Congrès. L'organisation de la journée d'échanges a permis l'expression de tous, non pas pour s'opposer, mais pour commencer à construire ensemble.

Des pistes d'analyse à creuser

Les points saillants à retenir sont les suivants :

- tous les intervenants ont, peu ou prou, exprimé leur volonté de sortir du « pré carré » traditionnel dans lequel leur organisation intervient et d'aller vers des convergences de réflexions revendicatives, le redécoupage ministériel et la révision générale des politiques publiques rendant cette démarche encore plus nécessaire ;
- une forte nécessité d'identifier plus précisément les besoins revendicatifs d'aujourd'hui a été relevée, ainsi que celle de renforcer l'intervention et la lisibilité « CGT Fonction publique » aux niveaux national et local, dans les départements et les régions ;
- le travail commun des organisations CGT de la

Fonction publique doit être renforcé et pérennisé ;

- tous, représentants des syndicats, des unions de syndicats ou des fédérations, ont convenu que la réflexion sur l'outil syndical ne pouvait se limiter à l'UGFF, mais devait examiner toutes ces structures.

A ce sujet, Graziella Lovera, membre du bureau confédéral en charge du dossier de l'évolution des structures, qui participait aux travaux, a utilement rappelé que le regard porté sur les outils syndicaux devait prendre en considération la triple exigence de la proximité des syndiqués et des personnels sur leur lieu de travail, de l'efficacité dans la bataille revendicative et de la solidarité entre salariés.

La commission exécutive de l'UGFF du 15 janvier a examiné une méthode de travail et d'approfondissement sur la question de l'outil syndical dans la Fonction publique d'Etat, permettant d'avancer éventuellement, si un besoin partagé et général est ressenti, vers des propositions à soumettre lors de notre prochain Congrès.

En tout état de cause, rien ne se fera ni ne sera décidé sans une réflexion associant les syndiqués CGT de la Fonction publique d'Etat. En effet, c'est d'abord à eux que les structures syndicales appartiennent...

La tribune, avec notamment Graziella Lovera, membre du bureau confédéral de la CGT

